

**1962-2012 :
OÙ EN
SOMMES-NOUS
CINQUANTE
ANS APRÈS ?**

7 et fin - L'avenir

Nous sommes arrivés au terme de cette série sur le cinquantenaire de l'Indépendance. Le retour au passé était nécessaire pour tenter de trouver un sens à notre histoire lointaine et récente et se faire une idée de ce que pourrait être notre avenir. Où en sommes-nous donc cinquante ans après ? Nous sommes toujours suspendus entre une tragédie qui n'est pas tout à fait terminée et un avenir dont on peut deviner les lignes dans la lecture du présent et l'observation et l'analyse des tendances qui le dominent.

Dans la première partie de cette série, j'ai cité des extraits d'écrits publiés en 1984 à l'occasion du trentenaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 où je posais la question de savoir si nous avions un avenir et ce que serait l'Algérie dans les trente prochaines années en désignant expressément l'année 2014. Nous ne sommes pas encore en 2014 mais les événements ont déjà largement justifié ma question : une dizaine d'années plus tard notre pays frisait la mise sous tutelle de l'ONU, et des centaines de milliers de nos compatriotes ont laissé leur vie dans ce qu'on appelle pudiquement la «tragédie nationale», sans parler de ses incidences financières qui pèseront longtemps sur le budget précaire de la nation. Je repose cette même question aujourd'hui en ayant à l'esprit les cinquante prochaines années. Beaucoup d'entre nous ne seront plus de ce monde, à commencer par moi-même, mais notre pays, lui, fera-t-il partie du monde de ce temps-là, et dans quel état ?

L'avenir «radieux» par définition est une parabole, une figure de rhétorique dans la bouche des poètes ou des démagogues. Il peut même être pire que le passé ainsi que nous l'avons vu il n'y a pas longtemps. L'à-venir n'est pas le produit du hasard, il est la banale conséquence du passé, la suite logique du présent, une suite qui peut être sa perpétuation avec les mêmes pratiques et les mêmes résultats ou, et c'est aussi possible, son amélioration avec de nouvelles idées et de meilleurs résultats. Or, nous nous rappelons du passé et voyons de quoi est fait le présent.

Dans le passé lointain, nous n'aurions pas été colonisés si nous avions eu une conscience collective, si nous portions un sentiment national, si nous avions formé un pouvoir central, développé des modes de production socialisés et contribué aux découvertes techniques et scientifiques qui ont ponctué ailleurs l'évolution de l'homme. Non seulement nous n'avons pas tendu vers le stade social malgré l'écoulement de plusieurs millénaires, mais nos ancêtres n'ont pas tiré de leçons de la première colonisation ni de la deuxième ni de la troisième... Je me demande même si nous, les contemporains, avons tiré les leçons de la toute dernière.

Dans le passé récent, nous aurions pu avoir un autre avenir si, en 1962, des hommes de la trempe de Ferhat Abbas

avaient été placés à la tête du pays au lieu d'être jetés en prison et réduits jusqu'à leur mort au silence et à l'interdiction de sortie du territoire national au motif qu'ils étaient des «réactionnaires» et des «bourgeois». Le populisme socialiste l'ayant emporté sur la rationalité et l'intelligence, nous avons eu la crise de 1988. Le populisme, faut-il préciser, n'est pas l'amour du peuple ou l'attachement à ses intérêts, mais son utilisation sans scrupules à des fins idéologiques et politiques.

Nous aurions pu avoir un autre avenir après octobre 1988 si le populisme d'essence religieuse n'avait pas capté la ferveur populaire, si Raspoutine ne s'était pas présenté pour prendre la place de Staline comme aujourd'hui un cheikh de la confrérie des Frères musulmans a pris en Égypte la place du dernier pharaon. Nous avons eu le terrorisme, la

décennie rouge et leur cortège de morts et de destructions. Les attentats du 11 septembre 2001 et la hausse des prix du pétrole à partir de 2002 nous ont sauvés in extremis, et c'est grâce à ces deux facteurs indépendants de notre volonté que nous tenons actuellement. On sait donc en principe où ne pas chercher l'avenir : dans le populisme, qu'il soit celui du despotisme ignare ou du maraboutisme fétichiste. Or, nous y sommes toujours : quand ce n'est pas l'un, c'est l'autre.

Notre présent est marqué par une forte tendance au retour à l'Orient de la décadence, de l'obscurantisme et des contes et légendes. Il ne manquait que la «ringuila» ; c'est maintenant chose faite : elle a conquis cafés publics et foyers. Le peuple algérien de la Révolution du 1^{er} Novembre et des années 1960 et 1970 n'est plus. Je ne parle pas de ceux qui sont

morts, mais de ceux qui sont encore en vie. Il n'en reste que quelques échantillons à être restés conformes à ce qu'ils étaient durant et après la Révolution. Ce peuple a été remplacé par un autre, celui du trabendo, de l'économie

parallèle, du nihilisme, de la bigoterie, de l'anarchie et de la laideur. Il a changé de culture, de mentalité, de langage, d'habillement, de modèle et de cap. Il n'est plus intéressé, en dehors de la possession des gadgets électroniques, par la modernité, il veut revenir au maraboutisme, à la «roqia» et à la «hid-jama».

Il se talibanise à vue d'œil, chaque jour un peu plus. Il n'est pas jaloux de la Corée du Sud, de la Chine, de l'Inde ou du Brésil, mais de l'Arabie bigote et commerçante, quand ce n'est pas de Ghaza, de l'Afghanistan ou de l'Égypte du «D' Morsi» comme on parlerait du «D' Panacée» ou de «M. Miracle».

On n'a plus, comme il y a quelques décennies, un peuple de citoyens aspirant à un avenir moderne et ayant gardé de son contact avec l'Occident quelques bons principes de comportement, de raisonnement et d'organisation, mais une masse de plus en plus importante de «croyants» s'autogérant à coups de hadiths et de fetwas, invoquant le «halal» et le «haram» à la place du «légal» et de «l'illégal», se souciant de la construction de la «demeure de l'au-delà» plus que de celle d'ici-bas, c'est-à-dire l'édification d'un État, d'une société, d'une nation, d'une Histoire.

Les notions de droit, de lois, d'État, de civisme, de culture ont été expurgées de l'esprit public et ensevelies sous un fatras de références mystiques de toute provenance ; elles ont disparu du vocabulaire où tout est ramené à Dieu et à la «tradition», chacun y ajoutant son improvisation, son «ijtihad» personnel. L'islam, qui a été pendant des siècles un facteur unitaire et un rempart contre la dépersonnalisation, a été remplacé par l'islamisme importé de l'étranger qui a vite fait de diviser notre peuple et de l'éloigner de l'idée de nation, de société et d'universalité au nom d'un Dieu qui serait hostile aux institutions et aux règles de vie mises en place par l'homme. Au temps de Ben Badis, les Oulama étaient parvenus à concilier dans la vie sociale, intellectuelle et politique l'islam et la modernité, l'islam et la laïcité. Les élites étaient bilingues et seul le rite malékite avait droit de cité. Aujourd'hui, les modernistes

sont une espèce en voie de disparition réduite à la portion congrue et au statut de mécréants. Elle est abritée dans les organes de presse, principalement francophones, mais leur extinction est inscrite dans le processus d'involution



Photo : DR

Par Nour-Eddine Boukrouh
nouredineboukrouh@yahoo.fr

dans lequel est pris notre pays. Cette presse est elle-même en voie de disparition : le tirage quotidien de l'ensemble des journaux francophones n'atteint pas celui du premier journal arabophone. Je suivais, il y a quelques jours, sur une chaîne satellitaire algérienne le point de vue d'Algériens pris au hasard dans la rue sur la corruption. Tous la condamnaient parce qu'elle était «haram» et tous citaient le fameux hadith sur le corrompu et le corrupteur, mais personne n'a eu la pensée de la condamner au nom de la loi ou de l'intérêt public.

Propos de «croyants» qu'ils sont devenus et de «citoyens» qu'ils ne sont plus. Mais si tout le monde est tant attaché à l'observance des préceptes sacrés, pourquoi y a-t-il autant de corruption étant donné que quiconque détient une fonction derrière un guichet, dans un service administratif ou au nom d'une parcelle d'autorité, la pratique sans retenue et l'impose aux autres ? Cette attitude n'a rien à envier à celle du premier responsable du parti qui a remporté la dernière élection législative et qui a déclaré que c'est Dieu qui a donné cette victoire éclatante à son parti, faisant implicitement de Lui un militant partisan. Que devraient dire alors les partis islamistes et l'électorat islamiste qui n'a pas voté ? Que Dieu les a sanctionnés, pour les premiers, et remplacé dans les urnes, pour les seconds ?

A-t-elle un avenir la nation dont la moitié des membres au moins n'a aucun égard pour les lois de la République et se préoccupe uniquement du «halal» et du «haram» ? Peut-on parler d'avenir à un peuple qui a rompu toute attache avec son État et le monde moderne et qui n'est intéressé que par le paradis et les faveurs du ciel ?

Pour organiser son insertion dans l'histoire contemporaine et s'assurer une place honorable dans le monde, l'Algérie est dans le besoin d'un nouveau départ. Elle en a les moyens. L'unité nationale a été réalisée par l'épopée de Novembre, nous avons une administration et une armée, nous disposons de richesses considérables, et la technologie nous est accessible.

A-t-elle un avenir la nation dont la moitié des membres au moins n'a aucun égard pour les lois de la République et se préoccupe uniquement du halal et du haram ? Peut-on parler d'avenir à un peuple qui a rompu toute attache avec son État et le monde moderne et qui n'est intéressé que par le paradis et les faveurs du ciel ?